

Conseil national du PCF – 1^{er} décembre 2017

Résumé de la discussion

Deme Amadou – Essonne

Je suis satisfait de la démarche qui a été initiée, car elle a permis d'impliquer un nombre très important de communistes dans la préparation de leur congrès et a débouché sur des débats riches et utiles. La feuille de route adoptée sera évidemment mise en oeuvre et déclinée en Essonne au travers d'initiatives s'inscrivant dans les pistes de travail proposées mais pas exclusivement. En effet, les communistes du département se sont fixés comme objectifs de recueillir 40 000 contacts, d'effectuer 16 000 porte-à-porte et de réaliser 700 adhésions à l'horizon juin 2018. Ces objectifs sont d'autant plus ambitieux que, si la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique ne cessent de croître dans toutes les couches de notre société, celle-ci est particulièrement forte dans les quartiers populaires qui constituent le coeur de notre électorat. C'est pourquoi, nous s'inspirant notamment de la belle « bataille Opievoy » menée conjointement avec nos camarades des Yvelines l'année dernière, nous pensons atteindre ces objectifs en amplifiant la mobilisation des communistes sur le front des luttes concrètes déjà engagées (contre la baisse des APL ventes solidaires, défense des hôpitaux de proximité, contre la fermeture des bureaux de Poste, etc.), travaillant ainsi à faire identifier le PCF dans l'opinion comme « Le Parti des services publics ». Du reste selon moi, les débats que nous avons au Conseil National doivent s'ancrer davantage dans ces combats « du quotidien » et, à cet égard, la multiplication des échanges d'expériences entre communistes est indispensable. A cette fin, je souhaite que soient agendées des réunions de travail plus nombreuses et plus régulières des secrétaires départementaux et que soient favorisées les rencontres entre secrétaires et animateur-tri-ces de section.

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Le congrès Fédération Métallurgie CGT pose une exigence pour le Parti d'être à la hauteur. Les syndiqué-e-s CGT sont très clairs sur la nécessité du dépassement du capitalisme. Ils n'attendent qu'une chose, c'est un parti qui relaie leur combat dans les boîtes. Ce parti doit avoir un discours aussi clair que le leur. Aujourd'hui nous ne sommes pas visibles pour nombre de ces syndiqués. Alors qu'ils sont demandeurs d'espace de réflexion commun avec des organisations politiques. Très localement. C'est un enjeu majeur pour le PCF car les syndiqués CGT peuvent être de très bons relais de notre projet dans les boîtes (650 000 adhérents CGT) ; les syndiqués CGT sont d'origines plus multiples que ce qu'on trouve dans le Parti. C'est une opportunité. Ils nous attendent. Sachons être présents.

Nathalie Marchand – Somme

Le coût des mesures d'exonération de cotisations sociales, 37,3 millions d'euros en 2017, sans compter les 20 millions d'euros/an du CICE du pacte de responsabilité, les politiques libérales poursuivies par Macron et son gouvernement s'inscrivent dans un désengagement financier des employeurs en forçant le recul des cotisations prélevées sur la richesse créée par notre travail en favorisant un transfert vers l'impôt (CSG-CRDS-TVA). Cette politique accroît des dividendes au détriment du financement de la Sécurité sociale. Ainsi, la question des salaires et de l'emploi est

inévitablement un axe fort à aborder dans nos cahiers pour notre congrès. Faire une proposition forte sur la protection sociale et la Sécu, pour un nouveau progrès social pour la France, pour un autre budget pour la France. Faisons le rêve révolutionnaire de transformer la société pour une autre utilisation des richesses. Combattre la théorie du ruissellement du programme économique du tandem Macron-Philippe est une urgence, à prendre en compte dans l'organisation de nos débats.

Sarah Misslin – Val-de-Marne

Besoin d'une politique commune, forte et déterminée, pour régler l'accueil et le logement des Roms. Chaque maire agit comme il le souhaite. « Impossible » ! Travail en étroite collaboration avec les élus pour établir un rapport de force avec l'État -17 000 personnes 0,003 % de population française. L'expulsion n'est jamais une solution. Droit de détresse supérieur à la loi. Nécessité d'obtenir des réponses pérennes.

Sonia Masson – Paris

En revenant sur l'assemblée nationale du 18 novembre, je déplore la mainmise des membres du CN sur le débat en plénière. En particulier en ce qui concerne Paris. Je m'inquiète d'un fossé toujours plus profond entre base agissante et direction coupée du combat de terrain. De quel congrès avons-nous besoin ? Des débats contradictoires et sans tabou sur les grandes questions d'aujourd'hui, une méthode critique et démocratique. Nous avons besoin de sens. Les cahiers du progrès social sont vus par les militants comme didactiques et discutables. La démocratie, à l'intérieur du Parti et pour la préparation du congrès, est à renouveler.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Assises du progrès social : c'est une bonne démarche qui permet de rassembler à la base, à partir des idées. Un regret : on a oublié les questions du pouvoir d'achat. Le Parti devrait décider d'une bataille nationale pour exiger l'augmentation du SMIC de 100 euros au 1^{er} juillet. Bataille concrète, gagnable et qui permettrait de causer de notre souhait du SMIC à 1 700 euros. Sur la préparation du congrès, ne pas occulter la crise de confiance. Dire fortement et clairement qu'un rebond au PCF est possible. Ne pas louper la phase « expérimentation » en étant meilleur sur la hiérarchisation de nos priorités nationales pour éviter l'éparpillement.

Vincent Bouget – Gard

De nombreux camarades présents le 18 novembre sont ressortis avec beaucoup d'enthousiasme. Le travail en ruches avec restitution en direct a beaucoup apporté au travail collectif. Nous avons besoin de faire diffuser cet élan dans le Parti où règne encore un peu de doute. Une des raisons de ce doute est notre difficulté à être visible, à apparaître comme une force politique qui compte, quand nombreux sont ceux qui veulent nous marginaliser. Ne peut-on pas travailler à une adresse au peuple de France ou plus particulièrement à ceux de qui nous voulons être le parti ? Une adresse pour dire ce que nous sommes en train de faire avec ce congrès extraordinaire, pour leur

dire qu'ils ont leur place dans le débat, pour dire la nécessité d'une visée communiste de notre temps. Une telle adresse, relayée partout localement au même moment, donnerait de la visibilité et du souffle.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Nous traversons un moment de grandes difficultés : la plus grande vague de contre-réformes sociales depuis la Libération, et ce bien que Macron ne soit pas majoritaire sur sa politique dans le pays.

La reconstitution d'un rapport de forces doit se concevoir dans la durée.

Notre parti possède une responsabilité majeure, par son enracinement militant, son réseau d'élus et la cohérence de ses propositions. Nous sommes aujourd'hui sans alliés politiques de poids, pas sans espace d'action.

Fixons-nous donc le défi d'un redéploiement à un triple niveau.

D'abord, en ouvrant des fronts de lutte sur un seul point, là où il est possible de marquer concrètement des points. Par exemple pour répondre au gigantesque choc social que représente la suppression des emplois aidés.

Ensuite, en retrouvant le chemin de batailles politiques de masse : la sécurité-emploi-formation peut ainsi devenir une réponse à la hauteur de l'attaque dont la protection sociale, dans toutes ses dimensions, va faire l'objet sur l'année qui vient (à envisager pétition de masse, meetings, actions dans les territoires).

Enfin, en portant une plate-forme qui, partant des terrains de confrontation avec le macronisme, dessine la cohérence d'un début de politique alternative.

L'enjeu est, au fond, de compléter nos diverses actions de terrain de la reconquête d'une visibilité nationale.

Pierre Laurent – Paris

Sur les états généraux du progrès social

- Nous avons la question de la perspective politique ?
- Beaucoup de luttes qui s'épuisent sur l'absence de perspectives politiques.
- Macron va continuer à détruire les repères : ex. le député socialiste qui devient ministre.
- Macron a une stratégie :

Le développement de luttes de contestation avec l'idée que d'autres choix sont possibles progresse et, en même temps, faire prendre conscience qu'il y a des alternatives politiques.

C'est difficile à faire. Les projets où l'on peut réagir sont nombreux. Macron fait feu de tout bois.

Le pays résiste dans ses profondeurs.

- L'opposition :

PS : en désarroi. Rien ne dit que le PS soit capable de sortir de sa crise de manière positive.

FI : non alliance avec qui que se soit.

M1717 : difficile de voir aujourd'hui où ce mouvement va.

Les syndicalistes sont aujourd'hui en mode distant avec les partis, y compris avec le nôtre.

Besoin de produire un travail de conviction, pour faire converger les luttes et ouvrir des perspectives.

Cela nécessite un travail de toutes et tous pour la réussite de notre initiative du 3 février.

Besoin d'un ancrage populaire.

Besoin de travailler sur la forme de la journée.

Paul Barbazange – Hérault

Nous ne pouvons nous contenter de la mise bout à bout d'idées différentes comme dans ce CN. Nous avons besoin d'une stratégie nationale. La base commune doit permettre à chacun de s'y retrouver. Cela n'a pas été le cas lors des précédents congrès d'où une adoption finale à 52 %. « Le bilan de la période écoulée » doit être fait, tourné vers l'avenir. L'état actuel interroge nos choix stratégiques passés. C'est une rigoureuse mise à jour dont nous avons besoin. Sa simple mention dans la feuille de route est une grande faiblesse. Aujourd'hui il doit être retenu de façon explicite dans notre relevé de décisions. Il ne s'agit pas de trancher toutes les contradictions, pointons-les, caractérisons-les, commençons à modifier dans la continuité de ce qu'est le PCF depuis 1921. Pour la justice sociale, la paix, l'avenir écologique, nous avons beaucoup à dire, à faire parce que communistes.

Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

On a peiné à mobiliser contre la loi travail XXL, les ordonnances Macron. Mais il ne faut rien lâcher, il y a des offensives terribles envers les jeunes : baisse des APL, la sélection à l'université, la réforme des lycées, etc. En 6 mois, Macron a déjà mis en place des choses catastrophiques pour les jeunes. Le MJCF travaille une rentrée de janvier offensive pour qu'on puisse être le plus nombreux possible dans la rue ! Il y a un vrai enjeu sur les questions de jeunesse, il faut donc que ça soit au cœur du congrès, que notre parti soit tourné vers la jeunesse et que nous ayons une intervention forte.

Pierric Annot – Hauts-de-Seine

Le PCF doit être bien plus offensif sur l'antiracisme. L'offensive réactionnaire qui va de l'extrême droite à Valls vise à exclure du champ républicain les forces de transformation sociale. Ils nous

confisquent la République, instrumentalisent la laïcité pour désigner les nouveaux ennemis de l'intérieur et « leurs complices ». Un nouvel antiracisme politique s'affirme. Il se construit sans nous et en dehors de nous. Il est temps de passer des incantations sur la mobilisation des catégories populaires à la réalisation concrète. Travaillons et approprions les concepts de racisés, d'intersectionnalité. Prenons une initiative nationale antiraciste, de refus de laisser enfermer cette question dans un débat identitaire et religieux. Quand la réalité ultraviolente vécue par des millions de racisés dans notre pays ne fait jamais l'objet d'une initiative d'ampleur du PCF, comment alors s'étonner de l'éloignement des catégories populaires de notre organisation ?

Raphaël Debu – Rhône

Il y a un besoin de cadrage méthodologique, de clarification des attendus des chantiers et du calendrier. L'objet final doit être spécifié, texte-bible ou texte court et percutant ? La construction collective est essentielle et il nous faut donc formaliser le cadre « légitime » d'élaboration collective de la base commune. A ce titre, l'outil informatique peut être démobilisateur, en individualisant l'apport des camarades. Donc, cadre national ou dans les sections ? Enfin, plutôt que de s'éparpiller en 15-20 campagnes, se concentrer sur une seule (allez, maximum 3).

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

Enjeux de la réussite de la campagne « Progrès social » : une bonne réponse à la situation 18 novembre. Le débat en ruches a permis de lever certaines divergences et de converger vers une feuille de route plus rassembleuse. Mais il aurait fallu dissocier le vote en deux : sur la démarche et sur le calendrier. Beaucoup de camarades ont voté contre alors qu'ils en approuvaient la démarche (mais pas le calendrier). Le choix du temps long risque de flétrir l'enthousiasme qui a marqué l'AN du 18/11. Les communistes veulent rebondir rapidement, sans pour autant se précipiter. En tenant le congrès fin 2018, nous risquons de passer à côté d'un certain nombre de RDV. Les chantiers ouverts sont ambitieux et pertinents, ils n'aboutiront, de façon définitive, pas plus en un an qu'en six mois. Le congrès en novembre risque en plus d'être monopolisé par les européennes d'une mauvaise manière, autour d'un choix binaire avec JLM (qui ne veut pas de nous) ou pas ? Les européennes vont être très structurantes dans le mouvement de décomposition/recomposition du champ politique en France et en Europe. Macron organise le débat entre 2 pôles : eurobéats et eurosceptiques. JLM joue parfaitement le jeu en essayant de prendre l'hégémonie du pôle eurosceptique. Nous devons dès maintenant ouvrir la discussion sur l'espace que nous voulons occuper en articulant 2 questions : les contenus et les alliances. Le calendrier que nous avons choisi ne joue pas en faveur d'une maîtrise de ces deux questions, qui pourraient bien nous péter à la figure fin 2018, à la veille de l'échéance.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

Je ne sens pas des communistes mais des militant-e-s en doute, en exigence qui cherchent à être plus efficaces. Nous avons la responsabilité de favoriser l'appropriation des défis de la feuille de route du 18 novembre de les mettre en partage et de favoriser les engagements les plus larges. Sur les assises de l'écologie, il s'agit bien sûr d'inscrire cet enjeu politique à part entière dans le projet communiste, au cœur des enjeux de classe et vecteur d'accroissement des inégalités

sociales et environnementales, mais il s'agira aussi de lever la contradiction entre l'exigence exprimée dans les consultations et la mise en mouvement des communistes eux-mêmes. La préparation des assises sera ouverte à tou-te-s militant-e-s, responsables et j'insiste les élu-e-s. Il nous faut traiter cette question de façon transversale, c'est incontournable, mais également de façon spécifique. L'outil numérique doit nous aider dans ce sens.

Vincent Boulet – Paris

Les élections européennes sont importantes à plus d'un titre. Elles seront révélatrices des rapports de force politique à une étape médiane du quinquennat, en France comme en Europe (place du projet Macron dans les évolutions de la bourgeoisie européenne, les recompositions en cours à droite alors que les barrières avec l'extrême droite tombent, l'éclatement de la gauche européenne). Les négociations du Brexit montrent les dangers pour les peuples : celui d'un accord qui s'assoit sur les droits du peuple irlandais qui risque de se retrouver coupé en deux. Le PCF a trois niveaux à articuler simultanément : la perspective historique (un projet européen axé sur l'Europe des peuples souverains et solidaires et sur un espace commun de paix et de coopération), les questions immédiates (austérité, services publics, modèle de développement conception de la monnaie unique) et la construction d'un espace politique articulant ces deux niveaux : le Forum de Marseille montre une disponibilité de forces de gauche en Europe. Cet espace doit être travaillé et consolidé.

Alain Guilbert – Corrèze

Retour sur le 18/11, temps imparti aux discussions en ruches trop court mais les débats ont été riches et tous les participants ont pu s'exprimer. Après-midi pas assez de temps pour les animateurs de section de prendre la parole. Trop de dirigeants nationaux ont pris la parole. Les états généraux du 3 février peuvent amener beaucoup dans le débat sur notre projet politique, mais le calendrier me semble trop serré. En Corrèze nous avons décidé d'avoir quatre chantiers animés par les membres de la direction départementale. Objectif de les élargir. Pour notre congrès travailler le bilan, les perspectives, les directions pour mettre en œuvre. Prioriser les débats avec les adhérents.

Alain Janvier – Seine et Marne

Mon intervention est plus de nature introductive que conclusive pour un conseil national. Je me limiterai à quelques points un peu en désordre. Premièrement, attention au débat en ruches. Il ne permet pas toujours de faire confronter les grandes options en présence. Deuxièmement, l'angle « entreprises » est très instructive pour tout le monde. Troisièmement, pour développer le débat dans l'entreprise, qui donne envie, pourquoi pas, d'y développer l'activité politique, il faut avoir en tête deux aspects : a) La révolution copernicienne opérée sur l'entreprise par les grands groupes industriels : il y a 80 ans, la production était le cœur de l'entreprise, aujourd'hui c'est une activité périphérique. Cette révolution est un choix de classe. b) Des pans entiers d'activités à caractère stratégique sont vendus ou démantelés (Alstom ou la filière « sécurité » en sont des exemples).